Zeitschrift: Schweizerische Zeitschrift für Soziologie = Revue suisse de sociologie = Swiss journal of sociology

Herausgeber: Schweizerische Gesellschaft für Soziologie

Band: 6 (1980)

Heft: 3

Artikel: Recherche sur l'activité politique en Suisse

Autor: Levy, René

DOI: https://doi.org/10.5169/seals-814477

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Mehr erfahren

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. En savoir plus

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. Find out more

Download PDF: 02.10.2025

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, https://www.e-periodica.ch

Schweiz.Z.Soziol./Rev.suisse sociol., 6 (1980) 463-483

RECHERCHE SUR L'ACTIVITÉ POLITIQUE EN SUISSE*

René Levy
Faculté des sciences sociales et politiques, Université de Lausanne,
Av. Vinet 19, 1004 Lausanne, Suisse.
Heinz Zwicky
Soziologisches Institut der Universität Zürich, Wiesenstr. 9, 8008 Zürich, Schweiz.

RÉSUMÉ
L'essor de la recherche politique en Suisse est, entre autres, l'expression d'un nouvel intérêt des politiciens pour ce domaine. Il semble y avoir deux raisons à cela : la participation populaire aux activités politiques institutionnelles (telles que : élections et votations) décline, bien que survive une culture politique traditionnelle, qui considère la participation comme une source importante de légitimation politique. Cependant, les activités politiques ne se limitent pas aux canaux institutionnalisés par lesquels les différents intérêts s'articulent. C'est pourquoi nous préférons employer le terme d'"activité", plutôt que celui de "participation". Le déclin de la participation institutionnelle, à partir des années 1945/50 est-il compensé par un regain d'autres formes d'activité politique ? Quelques données préliminaires sur cette question vont être présentées. Elles ont été recueillies dans le cadre d'un projet de recherche sur les activités politiques de la base. Comme ce projet diffère de recherches antérieures entreprises dans ce pays, nous ajoutons une brève discussion des principaux déterminants à l'activité politique, mis en évidence par des études récentes.

1. LE PROBLÈME : PERCEPTION DU PUBLIC ET FACTEURS SOCIAUX

La Suisse est fière d'avoir une tradition de démocratie directe. Son système politique permet une implication populaire comparativement grande, car il comprend, outre les élections, trois sortes de vote populaire : les initiatives, les référenda "facultatifs" et les référenda "obligatoires". Les initiatives et les référenda "facultatifs" émanent d'instances extérieures au système politique, les référenda "obligatoires" sont produits à l'intérieur de ce système. Néanmoins, la participation aux élections et aux votes a baissé et ce phénomène a très fortement réveillé le public. On pense généralement qu'il révèle un relâchement de la discipline civique, et il est souvent interprété comme le signe d'une crise fondamentale de la démocratie suisse (Huber 1976b).

Les raisons invoquées pour justifier cette prétendue crise sont nombreuses, allant du simple désintérêt pour la politique (la politique n'a pas d'importance), en passant par une information insuffisante du citoyen[1], à une perte de confiance dans l'élite politique, voire les institutions politiques[2]. L'appréhension des politiciens

*Version revisée d'un travail présenté à l'atelier sur la Participation politique, à Florence, réunions communes d'ateliers de l'ECPR, 25-30 mars 1980, et au Comité de recherche "Sociologie politique" lors du 5ème congrès de la SSS à Berne, 27-29 mars 1980.

[1] Ceci était une des interprétations du premier des sondages d'opinion entrepris par le VOX; cf. Neue Zürcher Zeitung, 22 juin 1977, p. 35.

[2] D'après une enquête "do-it-yourself" menée par le bureau local du parti socialiste dans le nord-est de la Suisse, l'une des principales raisons de la non-participation est le manque de confiance dans les politiciens. ("Ils font de toute façon ce qu'ils veulent ..."). Cf. Ostschweizer AZ, 28 janvier 1976, p. 1. Sidjanski et al. (1975 : 22 f.) font également état d'indices d'une aliénation politique plus ou moins importante, tout comme le fait Steiner (1970).

© 1980 Schweiz. Ges. f. Soziologie/Soc. suisse de sociologie

concernant ce problème les a finalement conduits à demander un certain nombre de recherches, tant au niveau local que national. En 1976, le Département fédéral de justice et police a mandaté deux spécialistes en sciences sociales pour faire une analyse empirique de la non-participation des citoyens (Neidhard & Hoby 1977). Bien que cette recherche soit avant tout une étude pilote, elle a été utilisée par un groupe d'étude officiel, dont le rôle consistait à dresser un catalogue de mesures susceptibles de réactiver la participation aux élections et aux votations (DFJP 1979). Inspirés par la même préoccupation, une série de sondages d'opinion ont été organisés dès 1977, afin d'analyser les motivations des votants et des abstentionnistes (VOX 1977); l'un des résultats les plus inattendus de ces sondages a été de montrer que la proportion de votants qui votent contre leurs intérêts déclarés peut être considérable ![3]

L'un des arguments mineurs se basait sur la soi-disant "avalanche d'initiatives". Cet argument fut principalement avancé durant les années 1975/76, pendant lesquelles le nombre des sujets soumis au vote fut effectivement plutôt élevé. On craignit que le système politique ne puisse plus faire face à toutes ces initiatives et que les votants ne se sentent débordés par leur nombre, boudant en conséquence les isoloirs (Huber 1976a)[4]. En effet, cet argument fut assez convaincant pour aboutir à une votation fédérale, dont l'issue dégageait une majorité de citoyens favorables à l'augmentation du nombre des signatures requises : pour les initiatives, de 50 000 à 100 000, et pour les referenda, de 30 000 à 50 000; il fut par la même occasion décidé de limiter le délai pour la récolte des signatures à un an et demi. Des mesures similaires ont été prises au niveau cantonal. D'autres poussèrent même jusqu'à proposer l'abolition de la démocratie semi-directe, au profit d'une démocratie parlementaire (c.à.d. plus de votations) et la suppression du traditionnel "parlement de milice", en faveur d'un parlement professionnel (Wittmann 1979).

Les spécialistes en sciences sociales centrèrent leur intérêt sur les formes de participation institutionnelle usuelles. Ceci est particulièrement vrai pour les politologues qui étudièrent les initiatives remontant à 1892 (Delley 1978; Sigg 1979; Werder 1979). L'un des principaux problèmes en cette matière est l'évaluation de succès : alors que des 74 initiatives déposées depuis 1945, une seule a été immédiatement acceptée en vote populaire, beaucoup d'autres ont suscité des contre-projets gouvernementaux

[3] Dans un cas particulier, la comparaison faite entre la motivation de vote exprimée et le comportement réel du votant (d'après les déclarations des interviewés) a amené à la conclusion que si tous les votants s'étaient vraiment exprimés conformément à leurs intentions indiquées, la majorité aurait accepté un amendement constitutionnel interdisant l'implantation d'usines nucléaires, amendement qui fut en fait rejeté par une petite majorité. Mais cet amendement n'aurait de toute façon pas passé, étant donné que la deuxième condition mise à l'acceptation – la majorité des cantons acceptants – n'aurait toujours pas été remplie. Cf. VOX (Analyse de la votation fédérale du 18 février 1979).

[4] Des analyses de régression récentes ont démontré que cet argument n'est pas réellement fondé, car il n'y a pas de relation empirique entre différents indicateurs de "surcharge de votes" (p. ex. nombre d'initiatives par journée de votation) et de participation (Nef 1979 : 120-121).

qui ont à leur tour été acceptés, ou qui eurent d'autres conséquences, qu'on peut considérer comme un succès partiel de l'effort initial.

Au cours des dernières décades, d'autres formes d'activité politique ont commencé à se répandre. Une partie d'entre elles était de nature assez traditionnelle, alors que l'autre partie recourait à des approches plutôt innovatrices, à l'instar particulièrement de la Nouvelle gauche, ainsi que des mouvements politiques postérieurs.

Après des échecs initiaux, on a beaucoup parlé dans le public de légitimer les "nouveaux groupes" et leur façon d'articuler leurs intérêts (Tondeur 1975) et, du moins, par un courant libéral, on en arrive à les accepter comme faisant légitimement partie de la vie politique. De tels groupes ont tout spécialement fait leur apparition dans le domaine de la planification urbaine, où l'incapacité et/ou le refus de politiciens de résister aux pressions commerciales devient frappante, même dans les cas de "planification ouverte". La divergence entre buts déclarés et résultats effectifs révèle que le plus souvent tout ceci n'est qu'alibi[5]. Un intérêt accru pour les questions locales ou régionales, aux dépens des questions nationales ou internationales, semble constituer l'une des caractéristiques plus générales des activités non-institutionnelles les plus récentes. Une autre caractéristique, c'est une nouvelle orientation des intérêts de ces groupes désormais axés davantage sur des problèmes concrets de la vie de tous les jours que sur des questions fondamentales (telles que justice, droits de l'homme ou paix) (Frey 1979).

Aussi la préoccupation du public sur la problématique de l'activité politique semble-t-elle se généraliser. L'expression la plus explicite et la plus sérieuse de cet intérêt est la récente inclusion de ce thème dans les séries de programmes nationaux de recherche, financés par le Fonds National pour la Recherche Scientifique (concernant ces programmes, cf. Latzel 1979).

Vu cette tendance à élargir la notion publique de ce qu'est le "comportement politique", nous préférons parler d'"activité" politique, plutôt que de participation politique. Ceci est plus qu'une question de terminologie : ceci signale une différence conceptuelle par rapport à la plupart des études faites dans le domaine de la recherche sur la participation. Dans notre optique, l'"activité" politique inclut des moyens d'articulation politique qui sont implicitement exclus par le terme de "participation" politique. De plus, la participation implique la notion de succès quant à l'influence réelle sur les décisions politiques, ainsi qu'une fonction spécifique d'une telle action pour le système politique : en utilisant les moyens d'expression "tout-faits" offerts par le système politique, la participation aide – du moins implicitement – à le légitimer. Il se peut que ce fait-même[6] soit une raison pour certains de ne pas partici-

[5] Il y a eu plusieurs cas dûment portés à la connaissance du public, où des résultats de "planification ouverte" ont été altérés par les autorités locales, afin de les concilier avec des intérêts commerciaux. (Pour un tel exemple Cf. Tages-Anzeiger du 28 décembre 1979, p. 21).

[6] Deux précisions s'imposent ici : 1) La fonction de légitimation de la participation institutionnelle est davantage une hypothèse qu'un fait acquis, bien qu'il y ait maintes données qui corroborent la validité de cette interprétation (voir aussi Edelman, 1972). Une intéressante tentative de faire une distinction entre "soutien généralisé" et "mobilisation spécifique au sujet" a été faite par Nef (1979) qui mesure le premier par la

per, mais de recourir à d'autres formes d'expression politique. A la différence de la "participation", l'"activité" se réfère aux intentions de citoyens politisés, sans tenir compte de leur succès, ou de la réaction des institutions politiques à leur action[7].

Tableau 1. Aspects macropolitiques de diverses formes d'activité politique.

	Participation électorale	Participation électorale	Initiative (signature)	Pétition (signature)	Violence politique	Démonstration	Activ. autonome Formation de groupe
Implication du système politique	oui	oui	oui	oui	oui/non	oui/non	non
Force obligatoire pour le système politique	oui	oui	oui	non	non	non	non
Institutionnalisation de l'activité	oui	oui	oui	partiellement	non	non	non
Initiation par le système politique	oui	oui	non	non	non	non	non
Fonction de légitimation	oui	oui/non	non	non	non	non	non
Eventail couvert par le terme ...	participation politique			activité politique			

Ces considérations plutôt abstraites sont illustrées par le Tableau I qui montre quelques-unes des formes les plus importantes de l'activité politique dans le contexte institutionnel de la Suisse et qui les compare quant à certaines dimensions macropolitiques. Des activités plus informelles et/ou personnalisées ne sont pas prises en considération (discussions politiques informelles, travail régulier dans un parti par des militants, etc.). Les dimensions sont :

– implication du système politique : (l'activité s'adresse-t-elle au système politique ou bien a-t-elle d'autres buts ?)

moyenne mobile de participation sur 5 ans, la seconde par la différence entre le taux de participation d'un vote donné et cette moyenne mobile. Ses résultats sont compatibles avec cette interprétation. 2) La fonction de légitimation de la participation au vote dépendra jusqu'à un certain point non seulement du simple fait d'utiliser cette forme d'articulation politique institutionnalisée, mais encore du résultat du vote. Si le système politique est désavoué par le résultat du vote, l'effet légitimant de la participation peut être neutralisé. Cela semble avoir tout spécialement été le cas lors de récentes votations sur des initiatives, auxquelles le Parlement avait opposé des contre-propositions. A plus d'une reprise, cette situation a eu pour conséquence que ni l'initiative – de portée plus importante –, ni le contre-projet – modéré – ne furent acceptés, ce qui eut pour conséquence qu'aucun changement n'intervint, bien qu'une majorité de votants ait été en faveur d'un tel changement. Les efforts en vue de changer les règlements de vote afin de permettre une meilleure expression des tendances politiques des votants n'ont pas encore abouti.

[7] Une critique similaire est faite par Alford & Friedland (1975 : 430 ff.) et par Christensen & Daugaard Jensen (1980 : 19 ff.).

– force obligatoire pour le système politique (est-il obligé de réagir ?)

– institutionnalisation de l'activité (y a-t-il des règles contraignantes et officiellement sanctionnées qui régissent l'exécution et la validité de l'activité ?)

– lieu d'initiation formelle : est-ce le système politique qui initie et/ou organise l'activité ?

– fonction de légitimation : l'activité contribue-t-elle en elle-même à la légitimation du système politique ?

Poursuivant l'étude du Tableau I, la participation électorale implique que le système politique est visé; elle l'oblige à réagir, est hautement institutionnalisée; elle est formellement initiée par lui et contribue à sa légitimation. Au contraire, la formation d'un groupe politique, ou l'exercice d'une activité plus autonome ne satisfait pas en règle générale à ces critères. D'autres formes peuvent ne dépendre que de certains d'entre eux. Cette comparaison met en évidence que différentes formes d'activité politique exercent différentes fonctions macropolitiques et exigent des explications différentes. Une telle différenciation dans les formes d'activité aide également à aborder l'aspect souvent négligé d'une translation, ou d'une substitution de formes[8]. Des données préliminaires sur l'activité politique en Suisse ont jeté quelque lumière sur cet aspect du problème. Le projet dont elles émanent sera décrit dans la troisième partie de ce travail.

La figure 1 montre des séries temporelles couvrant la période d'après la 2ème guerre mondiale (1945-78), concernant trois variables d'activité politique et deux variables de changement social. Le changement social est indiqué par le taux d'étudiants (expansion du système éducatif au niveau universitaire) et le taux de changement du Produit national brut (activité économique). Quant à l'activité politique, elle est indiquée par la participation au vote, c'est-à-dire les taux moyens de participation à tous les votes qui se sont déroulés pendant une année, le nombre des initiatives et des référenda "facultatifs" déposés en une année, et le nombre des "autres activités-événements". Ce dernier terme couvre tout événement politique qui devient public et qui est l'expression des intérêts qui n'émane pas de l'élite, pour autant que ces intérêts ne soient pas purement commerciaux. Cette définition prise au sens large couvre différentes actions telles que : la création d'un mouvement antiséparatiste dans le Jura; l'expulsion, sous forme d'émeute dans un village de montagne, d'un ingénieur qui, mandaté par un syndicat industriel, achetait des terrains, en vue de la construction d'une gigantesque usine hydro-électrique dans le massif du St-Gotthard; une grève pour l'obtention de salaires plus élevés; ou une marche

[8] Penser en termes de substitution de moyens inefficaces par des moyens espérés plus efficaces, ne présuppose pas, à notre avis, l'idée que les acteurs ou les groupes utilisant des moyens politiques différents soient les mêmes. Ceci peut s'avérer vrai pour des groupes ou des périodes spécifiques, comme l'ont montré Blancpain & Häuselmann (1974 : 67-69) au sujet des adolescents. Notre idée générale est plutôt de voir des groupes ressentant un problème qui, mobilisés par une situation en évolution, "inventent" alors leurs propres stratégies d'articulation politique. Ce sont là évidemment des hypothèses qui peuvent toutes deux être correctes, à des conditions spécifiques que nous ignorons encore.

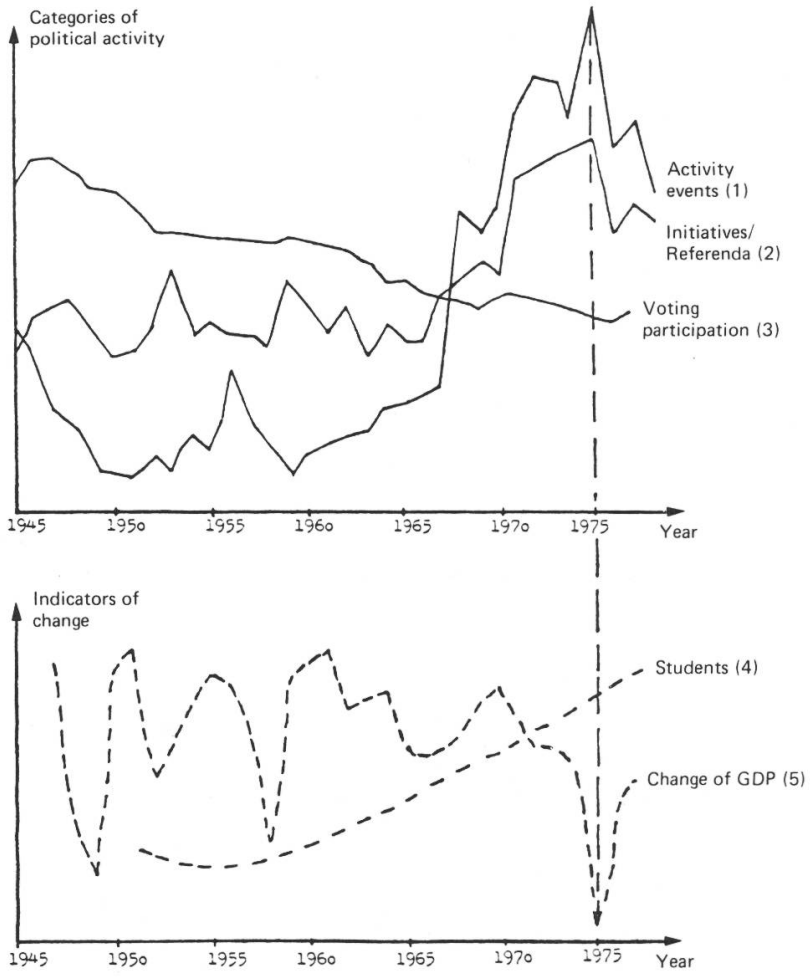

Fig. 1. Catégorie d'activité politique et indicateurs de changement structurel.

1) Les formes comprises dans la catégorie "autres *activités-événements*" comprennent tout genre d'activité politique s'exprimant en événement correspondant à la définition développée plus haut, à l'exception des initiatives et référenda fédéraux ou cantonaux. Leur nombre annuel varie entre 24 en 1959 et 337 en 1975.
2) Le nombre annuel d'*initiatives et de référenda* fédéraux et cantonaux varie entre 15 en 1950 et 73 en 1975.
3) La "*participation aux votes*" est le pourcentage de votants par rapport à l'ensemble des citoyens habilités à voter au niveau fédéral, calculé comme moyenne mobile sur tous les suffrages d'une année i ± 2. Les données proviennent de l'étude de Nef (1979 : 119).
4) "*Etudiants*" : le pourcentage d'étudiants par rapport à l'ensemble de la population; données prises dans l'"Annuaire statistique de la Suisse" (1951-1978).
5) "*Changement du Produit national brut*" figure en termes réels, calculés sur la base du niveau des prix en 1970. Les données émanent de : "Lage und Probleme der Schweizerischen Wirtschaft 1977/78", Rapport du groupe d'experts "Situation de l'économie". Berne, 1977, Graphique 3, p. 95.

silencieuse pour protester contre la persécution des chrétiens en Union soviétique. C'est là notre définition de travail de l'"activité politique".

Avant de faire des commentaires sur les tendances de ces variables, nous aimerions discuter de quelques problèmes méthodologiques de nos données. Les informations concernant la participation au vote et le nombre d'initiatives et de référenda

fédéraux et cantonaux sont des mesures tout à fait valables de l'incidence ou de l'étendue de ces sortes d'activité politique, ce qui n'est pas le cas pour le niveau local, étant donné le manque de renseignements complets dans nos sources. C'est pourquoi nous excluons ces derniers de notre indice. Le nombre des "autres activités-événements" ne peut être considéré que comme une grossière approximation, qui sous-estime certainement la réelle ampleur de ce genre d'activités. Ceci, parce que les sources utilisables pour notre travail consistaient presque uniquement en articles de journaux qui sont souvent peu fidèles et qui sont loin d'être complets, tant dans le nombre que dans la description des événements. Nous faisons l'hypothèse qu'il doit y avoir au moins trois genres de biais dans nos données : davantage d'informations sur des contextes "centraux" que "périphériques" (c.à.d. villes vs. villages, événements régionaux vs. événements locaux); davantage d'information sur la partie suisse alémanique du pays que sur les régions romande et suisse italienne et, dans les dernières années 1960, une plus grande perméabilité (c'est-à-dire davantage d'information sur) aux événements touchant l'activité extra-institutionnelle. L'une des premières étapes de notre analyse est de tenter d'estimer l'importance de tels biais et leur fluctuation dans le temps.

Les données présentées sur la figure 1 montrent une baisse de la participation aux votes (qu'on peut mettre à ce propos en parallèle avec une baisse, même plus forte, de la participation électorale en ce qui concerne les Chambres fédérales), ainsi qu'un accroissement général, pendant la période d'après-guerre, des référenda et des "autres activités-événements". A y regarder de plus près, on constate que la participation aux votes baisse de façon tout à fait constante, alors que les deux autres catégories se développent de manière plutôt irrégulière : les initiatives et les référenda atteignent un sommet distinct dans les années 1970-1975, alors que les autres activités-événements connaissent quatre périodes d'augmentation sur toute la période considérée : en 1945, 1956, 1968 et 1975.

Les essais d'interprétation qui vont suivre ne sont que des spéculations provisoires concernant la tendance générale des différentes formes d'activité politique, d'une part, et les pointes mentionnées plus haut, d'autre part.

La tendance à long terme de l'activité politique semble indiquer une insuffisance des réseaux traditionnels pour l'input politique provenant de la base, eu égard tout spécialement aux "nouveaux" problèmes politiques, non encore institutionnalisés par le système existant de la médiation entre les différents intérêts. Cette insuffisance entraîne un développement croissant vers de nouveaux canaux d'articulation, même si les moyens plus traditionnels sont utilisés de pair avec les nouveaux : des initiatives sont déposées, souvent sans toutefois attirer de nombreux votants. Nous faisons l'hypothèse que l'expansion du système éducatif a renforcé, tant la conscience grandissante du public quant aux "nouveaux" problèmes (comme étant distincts de ceux qui sont déjà institutionnalisés, tels que travail vs. capital, campagne vs. ville), que le recours à de nouvelles voies d'articulation des intérêts. La perception de problèmes, ainsi que les moyens mis en œuvre pour articuler ceux-ci sont en partie hautement innovateurs et constituent une rupture par rapport aux normes

politiques traditionnelles qui bénéficie des ressources cognitives prodiguées par le système d'éducation[9].

Les dernières années 1940 représentent une première période intéressante. A cette époque une hausse de la participation au vote et des initiatives et référenda s'oppose à une baisse d'autres formes d'activité politique, ces dernières ayant atteint une apogée de courte durée immédiatement après la 2ème guerre mondiale. Bien que la Suisse n'ait pas été directement impliquée par la guerre, l'arène de sa politique intérieure fut considérablement influencée par elle. La menace extérieure que faisait planer la guerre avait mis en sourdine la plupart des conflits sociaux et politiques. Une fois cette menace disparue, les problèmes différés furent articulés cumulativement. La comparaison entre les différentes formes d'activité amène l'hypothèse que l'une de leurs qualités distinctives est leur "promptitude à réagir", c'est-à-dire le temps qui leur est nécessaire à articuler un problème donné. Les autres activités-événements permettent une réaction plus prompte que les "initiatives" et la "participation au vote". Ceci serait compatible avec le fait que les autres activités-événements atteignent leurs points culminants plus tôt que les initiatives et la participation au vote. Cependant, dans la ligne de cette argumentation, on devrait aussi supposer que la participation au vote implique un temps de réaction plus bref que le dépôt d'initiatives, une différence qui est plausible par l'aspect de soutien généralisé, tel qu'il est exprimé par le taux de participation moyen.

Les activités-événements atteignent une seconde pointe de moindre intérêt pour nous en 1956/57, alors que les autres catégories restent relativement stables. Le principal responsable de cette deuxième pointe est visiblement la révolte hongroise et sa répression. Elle donna lieu à un nombre impressionnant de démonstrations et d'actes de solidarité avec les ténors anti-communistes d'orientation tant nationale qu'internationale. Deuxième source d'activités-événements : la "crise de Suez" qui, bien qu'ayant moins d'importance, accentua l'effet de la première. Sans les événements "hongrois" et de Suez, la pointe disparaît.

Le développement des activités-événements dans les dernières années 1960 mérite davantage d'attention. Très vraisemblablement, les variations extrêmes de nos chiffres d'incidence ne peuvent être expliquées ni par des changements similaires de conflits sociaux sous-jacents, ni par le mouvement de protestation provoqué par la répression du Printemps de Prague sous Dubcek en 1968 (qui fut en fait une année fertile en événements). Il est plus vraisemblable que les fluctuations de cette amplitude, jamais enregistrée jusqu'alors dans l'activité politique générale, soient liées à des mécanismes sous-tendant l'expansion de nouvelles formes d'action politique. Pitcher, Hamblin & Miller (1978) ont montré que bien des formes de violence

[9] Bien qu'une comparaison plus approfondie serait nécessaire, nous pensons que l'effet de l'accroissement du niveau global d'instruction en Suisse est tout spécialement important, compte tenu du retard subi par notre pays par rapport à d'autres ayant un degré de développement socio-économique similaire (Heintz 1973 : 105 ff. et 119-122). Il est possible que la tendance à combler ce retard ait pu contribuer à créer en Suisse, de façon tout à fait involontaire, une situation politique semblable à celle des autres nations riches du monde.

collective suivent un modèle de diffusion, un incident particulier de violence collective dépendant d'incidents antérieurs de même nature. Useem & Useem (1979) ont également montré qu'un comportement d'opposition est plus fréquent s'il se manifeste dans le contexte d'un mouvement préexistant, articulant des incidents similaires.

Transposant ces résultats sur nos données, nous supposons que deux mécanismes ont contribué à la poussée d'activité politique de 1968 : des conflits sociaux différés se sont donné libre cours, quand la conjoncture, bien que haute, ne semblait pas pouvoir être extrapolée sur le long terme; et un rapide processus de diffusion de nouveaux moyens politiques (marches de protestation, sit-ins, etc.) s'ajouta au développement cumulatif du processus. Il se peut que cette tendance ait été accentuée par la conscience toujours plus aiguë du public de cette "explosion", en augmentant la sensibilité du système des médias et en l'amenant à élargir sa définition implicite de ce qui est "politique", plutôt que "criminel", "déviant", ou tout simplement "rouspetteur"[10]. Le développement ultérieur de ces formes fait cependant penser que cette sorte de biais dans nos sources ne peut pas rendre compte des principales tendances.

Le niveau le plus élevé d'activité politique, pendant toute la période s'étendant de 1945-1978 – comme on peut le déceler par la déposition d'initiatives, ainsi que par d'autres activités-événements – a été atteint en 1975, alors que la participation au vote continue à diminuer lentement. Le principal facteur explicatif paraît être la conjoncture économique qui a accusé un creux quasi sans précédent cette année même où l'activité politique a été la plus intense. Cette coïncidence est particulièrement frappante, car la Suisse a réussi à exporter la plus grande partie de la main-d'œuvre inemployée qui s'ensuivit, en recourant à une ré-émigration substantielle de sa force de travail étrangère, ré-émigration en partie forcée par des mesures administratives[11]. Une réaction immédiate à la baisse économique au niveau des initiatives et des autres formes d'activité politique a été probablement favorisée par

[10] Pendant longtemps, on a eu tendance à "criminaliser" les manifestations et les manifestants, et on ne rappelle pas au grand public les grandes manifestations (comme celles des paysans dans les années 50). A partir de 1968, les manifestations ne tardent pas à être considérées comme un moyen plus ou moins admis d'articulation politique, n'impliquant pour ainsi dire pas de risques pour les participants. Un cas plutôt ironique est celui d'un récent gag électoral imaginé par le plus gouvernemental des partis politiques, le parti libéral, qui organisa une "démonstration" de ses supporters à la Bahnhofstrasse à Zürich. L'ancienne tendance à criminaliser les manifestations a été décrite par Etzioni (1970 : 9) au sujet des Etats-Unis, où la presse identifiait presque automatiquement toute manifestation à de la violence, bien que très peu d'entre elles comportèrent réellement des actes de violence.

[11] Rappelons que quelque 340.000 postes ont été perdus entre 1973 et 1976, dont environ 230.000 étaient occupés par des travailleurs étrangers qui ont quitté la Suisse; les uns forcés par le chômage, les autres de leur propre initiative, étant donné le peu d'espoir qu'ils avaient de garder leur emploi. L'Office fédéral de l'industrie, des arts et métiers et du travail (OFIAMT) d'où émanent ces estimations a publié des recommandations faites aux employeurs, leur proposant de licencier d'abord les étrangers, puis les femmes mariées et enfin seulement les hommes et les femmes célibataires, les époux ayant charge d'enfants en bas âge venant en "dernier ressort".

une sensibilisation accrue aux problèmes économiques, produite elle-même par le lent déclin qui s'était dessiné depuis 1970. En accord avec cette interprétation, on peut constater un changement marquant des contenus pendant cette dernière période. Ce changement devrait favoriser des pratiques plus traditionnelles de la gauche politique. Des analyses plus détaillées montreront si cette hypothèse est confirmée par les faits.

2. ACTIVITÉ POLITIQUE INSTITUTIONNELLE ET EXTRA-INSTITUTIONNELLE : SITUATION DE LA RECHERCHE EN SUISSE

Après avoir présenté quelques tendances globales, nous aimerions revenir aux études faites sur l'activité politique en Suisse et les passer brièvement en revue. Dans ces études l'accent est tout spécialement mis sur l'analyse micro-sociologique de l'activité politique institutionnelle, s'exerçant surtout sous forme de participation au vote. Commençons donc par examiner la littérature traitant de la recherche dans ce domaine-là. Après quoi, nous exposerons quelques résultats macro-sociologiques sur les déterminants de l'activité politique institutionnelle. Nous discuterons finalement des quelques tentatives faites pour saisir plus spécifiquement l'activité extra-institutionnelle. Comme ce domaine n'a pas encore été systématiquement exploré par une recherche empirique, nous nous proposons d'esquisser quelques-unes de nos propres hypothèses sur les déterminants macro-sociaux de l'activité politique.

La plupart des études sur la participation au vote limitent leurs analyses à la participation aux votations fédérales (Neidhart & Hoby 1977; Sidjanski et al. 1975). D'autres ajoutent la participation aux votations cantonales ou communales (Girod 1971; Geissler 1974), mais elles ne font guère état des différences concernant les déterminants de la participation à divers niveaux du système politique.

Au risque de ne pas rendre pleinement justice à chaque auteur, on peut grouper les principales études dans ce domaine de la manière suivante :

		Niveau de l'analyse	
		Microsociologique	Macrosociologique
Type d'activité étudiée	Institutionnelle	Neidhart & Hoby, Giger, Sidjanski, Kellerhals, Girod, Geissler	Nef, Geissler, Girod & Ricq
	Non-institutionnelle	Blancpain & Häuselmann	

Plusieurs études donnent une réponse à la question du statut social des votants (Giger 1976; Neidhart & Hoby 1977; Sidjanski et al. 1975; Girod 1971); leurs résultats concordent avec ceux obtenus dans d'autres pays hautement industrialisés

(Milbrath 1965; Verba & Nie 1972; Eisinger 1974) : les individus ayant un statut socio-économique plus élevé sont davantage enclins à participer, que ce soit aux votations ou aux élections. Cela est vrai, que le statut soit mesuré par le revenu, par la profession ou par l'éducation. Le fait que les votations influencent plus directement les décisions à prendre sur les sujets spécifiques que les élections ne semble pas constituer une différence importante pour ce modèle général. La seule irrégularité dans le rapport entre statut social et participation aux votations est une baisse de cette dernière au plus haut niveau de l'éducation : les gradués universitaires votent moins fréquemment que les membres des niveaux intermédiaires (Neidhart & Hoby 1977 : 89; Girod 1971 : 33), ce qui fait que la relation n'est pas linéaire.

Contrairement à la plupart des chercheurs dans ce domaine, Neidhart & Hoby (1977 : 92) procèdent par approche multi-dimensionnelle de la stratification. Ceci leur permet d'analyser les effets des incohérences de statut. Ils montrent que les constellations de statuts "sur-rémunérées" (revenus supérieurs à l'éducation) sont en relation avec une participation aux votations accrue, et que les constellations "sous-rémunérées" (éducation supérieure aux revenus) sont en relation avec une participation plus faible que celle des constellations équilibrées.

La même étude analyse ensuite les effets de la mobilité verticale sur la participation au vote (Neidhart & Hoby 1977 : 95). Les auteurs trouvent que les individus à mobilité ascendante sont davantage enclins à participer que ceux à mobilité descendante. Les résultats de l'étude genevoise (Girod 1971 : 37) suggèrent une autre différenciation : alors que la mobilité ascendante est mise en relation avec une participation plus forte que celle de la mobilité descendante, c'est encore parmi les individus non mobiles, tant de haut que de bas statut, que l'on trouve les taux de participation les plus hauts. La mobilité horizontale (mesurée en fonction de la durée de séjour à Genève) est en relation négative avec la participation (Girod 1971 : 41).

D'autres variables liées à la participation aux votations en Suisse sont :

– âge (non linéaire : les individus des classes d'âge intermédiaires participent davantage) (Sidjanski et al. 1975 : 196)

– sexe (les hommes participent davantage que les femmes) (Sidjanski et al. 1975 : 196)

– groupe linguistique (les suisses allemands participent davantage que les suisses romands (Sidjanski et al. 1975 : 196)

– religiosité (les engagés religieux votent davantage que les autres) (Girod 1971 : 70)

– religion (les protestants pratiquants participent davantage que les catholiques pratiquants (Sidjanski et al. 1975 : 196).

Outre ces facteurs sociaux, des variables motivationnelles et cognitives ont été étudiées qui peuvent être considérées comme médiatrices des influences structurelles. Neidhart & Hoby (1977 : 76) distinguent deux motivations majeures de voter : implication et sens du devoir; et trois raisons de ne pas voter : désintérêt pour la politique, incompétence cognitive et déception envers la politique. Une autre étude,

entreprise dans le canton de Bâle-campagne (Expertenkommission 1972 : 39) se montre particulièrement impressionnée par le manque d'information politique constaté chez les non-votants, et elle insiste sur ce facteur plus que sur tout autre.

Giger (1976) qui travailla sur la base d'interviews en profondeur dans un autre canton (Schaffhouse) conclut que l'intérêt politique qu'il considère comme une composante affective de l'intégration politique et les connaissances politiques (la contre-partie cognitive de l'intérêt), ainsi que des attitudes positives vis-à-vis des institutions démocratiques, favorisent l'activité politique[12]. Des résultats semblables ont été obtenus, à l'aide de techniques plus standardisées, par Sidjanski et al. (1975 : 195) sur un échantillon national.

Une seconde forme d'activité politique institutionnelle a été tout spécialement étudiée par Kellerhals (1974) : la participation à des groupements organisés. Kellerhals trouve la même relation positive avec le statut socio-économique que les études citées ci-dessus, cette constatation étant à peu près applicable dans la même proportion à la profession, au revenu et au niveau d'instruction (Kellerhals 1974 : 85-88). Les différences entre les sexes suivent parallèlement celles de la participation au vote, tandis que l'âge est en rapport linéaire avec la participation aux groupements organisés, les aînés en étant plus souvent membres que les plus jeunes (Kellerhals 1974 : 119). Toutes ces études se veulent plus que simplement descriptives. Toutefois, aucune ne tente d'arriver à constituer un modèle théorique global.

Jusqu'ici, nous avons parlé d'analyses à orientation micro-sociologiques. Des analyses au niveau macro-sociologique ont été entreprises par Girod & Ricq (1970), Geissler (1974) et Nef (1979).

Girod & Ricq comparent différentes communes du canton de Genève eu égard à leur moyenne de participation aux votes, d'une part et à quelques caractéristiques de structure sociale, d'autre part. Ils constatent des différences frappantes entre les communes, mais une même baisse de la participation dans chacune d'entre elles. Les conditions structurelles favorables à la participation aux votes sont : petite étendue (peu d'habitants), un centre unique, situation rurale et faible fragmentation politique (Girod & Ricq 1970 : 76). Les auteurs concluent que la participation au vote dépend surtout du degré d'interaction sociale dans une communauté.

Geissler (1974 : 141, 143) trouve dans son analyse de l'évolution de la participation aux votes dans le canton de Bâle-campagne que la baisse habituelle va de pair avec une translation de l'activité législative vers les domaines traditionnellement peu attractifs et l'urbanisation croissante. Cette dernière découverte est en contradiction avec l'hypothèse d'une participation croissante en zone de forte urbanisation, comme le soutient la théorie de la modernisation.

L'analyse la plus complète, dans une perspective macro-sociologique, de la participation et de la préférence à voter a été faite par Nef (1979). Il étudia le problème au niveau des agrégats des votations cantonales, chercha les dimensions sous-

[12] Giger, quand il parle d'activité politique, y inclut la participation au vote, la signature d'initiatives, l'adhésion à un parti et le leadership d'opinion. L'activité politique sous des formes non conventionnelles, telle que participation à des démonstrations, etc., n'est pas prise en considération.

jacentes des questions qui ont été soumises en votations fédérales entre 1950 et 1977, ainsi que les déterminants structurels et culturels des différences entre cantons. Nous n'entrons pas dans les détails ni des analyses factorielles et des analyses de régressions accomplies par l'auteur, ni des problèmes méthodologiques y afférant. Qu'il nous suffise de noter qu'à l'aide d'un nombre plutôt restreint de variables il est en mesure d'expliquer une part importante de la variance tant de la participation que du choix préférentiel ($MR^2 = .76$ pour la participation, p. 151). Pour la participation il en est tout spécialement ainsi quand on fait la distinction entre le soutien généralisé et la mobilisation spécifique à un sujet particulier (6). Voici quelques-uns de ses résultats les plus intéressants (Nef 1979 : 122-168) :

– la baisse à long terme du soutien généralisé est en corrélation avec une hausse du niveau des salaires;

– l'importance des mobilisations sélectives en vertu de sujets spécifiques est en accroissement de 1950 à 1977;

– les votations sur les initiatives obtiennent une participation plus forte que celles sur les référenda "facultatifs"; la participation aux votations sur les référenda "obligatoires" étant la plus basse;

– la participation est en relation positive avec la modernisation des structures (expansion des éléments "modernes" du secteur tertiaire de l'économie).

Toutes ces études sont centrées sur le comportement politique institutionnel. La seule étude systématiquement orientée sur l'activité non-institutionnelle en Suisse avait été motivée par la "crise de la jeunesse" de 1968 (Blancpain & Häuselmann 1974). S'appuyant sur un échantillon d'adolescents, de jeunes adultes et de personnes d'âges intermédiaires du canton de Zürich, elle explore dans le détail les facteurs objectifs et subjectifs en rapport avec l'intérêt et l'activité politiques. Ces données ne se bornent pas à confirmer quelques-unes des régularités bien connues que nous avons déjà citées (activité et intérêt accrus dans les groupes de statut élevé, etc.); trois de leurs résultats les plus intéressants sont :

– les activités politiques institutionnelles et extra-institutionnelles forment, au niveau du comportement individuel, tel qu'il est rapporté par les jeunes, bien plus une configuration que deux modèles mutuellement exclusifs;

– des variations observées sur quelques dimensions intéressantes sont davantage fonction du degré d'intégration structurelle au monde des adultes (mesuré par le fait d'être marié et d'avoir un emploi rémunéré) que de l'âge chronologique;

– l'activité politique parmi les jeunes est motivée en partie par une recherche de valeurs nouvelles, "post-modernes", les valeurs plus traditionnelles (telles que situation professionnelle, prestige, revenu) ayant quelque peu perdu leur attrait.

Cette dernière constatation va dans le sens de l'opinion exprimée par Ingelhart (1971) : les valeurs post-bourgeoises gagnent du terrain parmi les jeunes. Ceci a suggéré le concept de la saturation des valeurs (cf. en particulier Blancpain & Häuselmann 1974, chap. 5), établissant que les biens convoités mais relativement facilement accessibles perdent quelque peu de leur importance aussi longtemps que leur

accessibilité n'apparaît pas comme problématique. Ce processus de substitution de valeurs est réversible, tout spécialement lorsque l'accessibilité aux valeurs ou aux biens traditionnels est menacée par une dépression économique. La notion de saturation des valeurs et du changement des valeurs qui en dépend, s'applique probablement non seulement au domaine de l'activité politique parmi les jeunes, mais elle restera tout aussi pertinente pour les événements qui se sont déroulés après la période des dernières années 1960.

Sidjanski et al. (1975 : 3 ff.) ont analysé des attitudes envers la violence politique (mais pas le comportement). Ils trouvent que les individus ayant des positions professionnelles élevées ont davantage tendance à rejeter la violence politique; par contre, les individus d'éducation supérieure l'acceptent plus facilement que les personnes de n'importe quel autre niveau d'instruction. Par contraste au critère d'être jeune, ou plutôt adolescent, avoir un niveau d'instruction supérieur semble ainsi encourager les gens à passer de l'activité politique institutionnelle à l'activité politique extra-institutionnelle.

Une autre étude, utilisant une méthodologie moins orthodoxe, et visant à comparer des groupes d'action civique d'Allemagne et de Suisse, n'a pas encore été formellement publiée (Sørensen 1978). L'auteur conclut très généralement que des formes similaires d'activité politique non-institutionnelle se développent dans les deux pays (tout comme dans d'autres sociétés "post-industrielles" du Globe), et qu'elles sont utilisées pour l'articulation de problèmes similaires, en dépit des conditions structurelles et des expériences politiques historiquement différentes des deux pays concernés. Sørensen pense que bien que ces groupes soient orientés sur des questions très concrètes, ils sont tous concernés par le problème de la qualité de la vie, interprètent leur problème comme une expression de cette problématique générale et visent à reprendre le contrôle de la "vie de tous les jours".

Comme nous l'avons constaté plus haut, la plupart des études passées en revue jusqu'ici ont donné des résultats empiriques plus ou moins intéressants, mais peu de compréhension théorique, à l'exception de celle de Blancpain & Häuselmann (1974). C'est seulement parce qu'elles sont basées sur un cadre théorique bien délimité que nous voudrions ajouter deux autres petites analyses, bien qu'elles soient axées sur le niveau micro-sociologique – déjà bien étudié – et ne traitent pas directement de l'activité politique, mais plutôt d'orientation politique. Schweitzer (1974) s'intéresse aux déterminants de conservatisme politique parmi les citoyens suisses hommes, en particulier en relation avec la mobilité ou avec de vaines tentatives d'amélioration du statut. Les données de Schweitzer révèlent entre autres que le conservatisme socio-politique se rencontre plus souvent dans les couches inférieures, spécialement chez les éléments stables de la population (sans mobilité intergénérationnelle). Alors que Schweitzer centre son étude sur le thème du changement structurel, c.à.d. sur la relative augmentation du nombre des positions des classes moyennes et la mobilité d'une portion importante des classes inférieures qui en découle, Kerr (1974) s'intéresse à des caractéristiques plus stables de la société suisse et à leurs conséquences sur le régime politique. Utilisant les mêmes données que Sidjanski et al. (1975), il analyse la relation entre certaines dimensions de cli-

vage et l'affiliation à un parti. Comparant ses données à celles de dix autres pays de l'Ouest fortement industrialisés, il montre que la Suisse a l'un des indices les plus bas de vote correspondant à la classe et des indices moyens concernant le vote correspondant à d'autres attributs sociaux. Il précise ainsi sa principale hypothèse, à savoir que les clivages "transversaux" (cross-cutting cleavages) sont responsables du nombre relativement bas de conflits politiques dans ce pays, car les dimensions de clivage qui débouchent sur le "vote correspondant à des attributs" (développement économique, langue, religion) ne sont pas parallèles.

Les études de Schweitzer et de Kerr, tout en n'étant pas centrées sur l'activité politique, soulignent des dimensions importantes liant la structure sociale et le comportement politique individuel. A part les facteurs qu'ils décrivent pour expliquer le peu d'envergure des conflits socio-politiques en Suisse, d'autres caractéristiques structurelles devraient être considérées pour toute recherche sur ce sujet :

– Bien qu'une part considérable de la main-d'œuvre étrangère en Suisse ait quitté le pays (jusqu'à un tiers) dans les années 1973-76, une importante fraction de la couche inférieure est toujours constituée de travailleurs étrangers (qui n'exercent aucun droit politique dans leur lieu de résidence). Hoffmann-Nowotny (1973 : 252 ff) a démontré que cette situation affaiblit le potentiel de conflits économiques, car elle constitue une fragmentation de la classe inférieure. Les ouvriers étrangers restent en grande partie orientés sur leur contexte d'émigration, alors que les ouvriers suisses comptent sur leur statut de nationaux ("néo-féodalité") pour se différencier des étrangers.

– Les tensions provenant de différences dans le développement socio-économique entre régions ou cantons (le "PNB" cantonal par habitant s'échelonne entre Frs. 13.313 et 34.123 en 1978) semblent être partiellement absorbées ou neutralisées par des mécanismes structurels et culturels. Structurellement, les tensions liées au développement différentiel sont légitimées par le fait que dans les cantons moins développés, la distribution des revenus est moins inégale que dans des cantons plus privilégiés (Lardi 1970 : 48). Ainsi, un haut degré d'égalité peut substituer les valeurs du développement socio-économique, légitimant ainsi la structure sociale. Nous ignorons si cette relation positive entre inégalité de revenus et développement socio-économique est spécifique à la Suisse. Dye (1969 : 159) a trouvé une corrélation négative entre inégalité de revenus et développement économique dans les états des Etats-Unis.

– Des différences économiques entre cantons sont de plus légitimées par des différences du point de vue de la culture en général et de la culture politique en particulier, et tout spécialement par une référence locale plus poussée dans des contextes moins développés (Meier, Nef & Ritschard 1979 : 102).

– Le système politique suisse semble contribuer, dans une mesure même plus grande, à un bas niveau d'activité non-institutionnelle. Le fédéralisme, l'institution légale d'initiatives et de referenda, ainsi que la possibilité de participer à des votes concernant des objets spécifiques semblent toujours absorber des conflits sociaux qui risquent d'émerger.

En dépit de ces facteurs, les données énoncées plus haut concernant les activités-événements montrent que même dans ces conditions une activité politique très forte, et croissante à long terme, s'exerce en dehors des canaux institutionnels. Outre l'explication de ce phénomène par des conditions internationales, envisagées comme des processus de diffusion, il reste deux arguments importants en faveur de la nécessité d'utiliser de nouveaux moyens politiques dans ce pays : 1) une part toujours plus grande de décisions pertinentes sont prises en dehors des arènes accessibles aux mécanismes plébiscitaires, par la négociation des intérêts à travers des associations et des organes de l'administration (Kriesi 1980). 2) La politique suisse, les résultats de votes y compris, est le produit de beaucoup de recherches de compromis entre les importants groupes au pouvoir. Ceci limite la gamme des options politiques officiellement présentées au vote des citoyens. Des alternatives fondamentales doivent donc être recherchées ailleurs.

3. EN GUISE DE CONCLUSION : UN PROJET DE RECHERCHE SUR LES ACTIVITÉS FONDAMENTALES EN SUISSE

Les considérations et les interprétations préliminaires exposées ci-dessus font partie d'un projet de recherche financé par le Fonds national suisse pour la recherche scientifique, faisant partie du programme national sur les décisions politiques, mentionné au début de ce travail. Comme ce projet a été partiellement le résultat de notre dissatisfaction avec les recherches existentes, nous aimerions conclure notre exposé par une brève description de ce projet et de l'état actuel de son avancement.

Le principal but de ce projet est d'approfondir la connaissance sur l'activité politique des citoyens dans le sens plus large esquissé au début de ce travail. Cette connaissance devra s'organiser autour de quatre points d'intérêt :

- qui devient actif ?
- quels sont les thèmes articulés ?
- comment les citoyens énoncent-ils leurs préoccupations ?
- quels sont les réactions et le succès qu'ils rencontrent ?

Pour répondre à ces questions il faut utiliser deux approches différentes qui constituent les deux parties de notre projet. Dans un premier temps, nous avons dressé un inventaire des activités-événements couvrant la période 1945-1978, et visant à donner un panorama complet de toutes les dimensions pertinentes. Il est évident qu'on n'arrivera pas à un tout complet et l'évaluation des biais que comporte notre matériel constituera une difficulté méthodologique importante dans cette analyse. L'analyse de cet inventaire devrait contribuer entre autres à établir une typologie empiriquement bien fondée des activités-événements et des catégories d'actifs, qui à son tour servira de base pour sélectionner des mouvements ou des groupes politiques à l'œuvre en Suisse, et représentatifs de cette typologie. Dans la seconde partie de ce projet, ces cas exemplaires seront analysés et comparés à l'aide d'un modèle complexe d'analyse de cas à niveaux et méthodes multiples, incluant aussi une enquête de contrôle auprès d'un échantillon national.

Vers la fin de février 1980, la phase de récolte des données pour l'inventaire était accomplie, identifiant et décrivant 6211 activités-événements. Comme il n'existe aucune source secondaire de quelque degré de généralité que ce soit, nous avons dû nous appuyer sur un ensemble de sources diverses, parmi lesquelles les articles de journaux ont joué un très grand rôle. Dans un premier temps, les activités-événements ainsi que des sources potentielles pour une information descriptive ont été identifiés sur la base de rétrospectives parues dans la presse, de l'inventaire d'entêtes prises dans un quotidien d'envergure nationale (Neue Zürcher Zeitung), d'une publication systématique sur les événements politiques en Suisse produite chaque année depuis 1965 (Centre de recherche de politique suisse à l'Université de Berne) qui elle-même s'appuie principalement sur des articles de journaux, des chroniques publiées par des sociétés d'histoire et par des autorités officielles de plusieurs cantons et/ou villes, ainsi que diverses sources plus spécialisées, telles qu'une collection privée de coupures de presse concernant les grèves, une publication sur les organisations de droite en Suisse (Frischknecht et al. 1979) et une autre sur des cas de répression politique (Schmid 1976), etc. Quant aux principaux types d'activité institutionnelle, c.à.d. déposition d'initiatives, de référenda et de pétitions de partis, des listes complètes étaient à disposition, au niveau fédéral et pour la plupart des cantons[13].

Nous avons mentionné plus haut que nous pensons que nos données comportent des biais sur au moins trois dimensions : moins d'informations pour les périodes antérieures que pour les plus récentes, moins d'informations pour les événements locaux que pour les événements régionaux ou nationaux et moins d'informations pour la partie romande de la Suisse que pour la partie allemande. Afin d'évaluer ces biais, nous avons procédé à un test sur la base d'une récolte intensifiée d'informations dans deux cantons, appartenant chacun à l'une des deux principales régions linguistiques (VD, LU) et les résultats nous font penser qu'à l'aide d'une stratégie de recherche plus poussée (qui ferait en gros augmenter les frais dans une proportion de 5-10), le nombre d'événements pourrait être doublé. Il semble cependant que l'omission d'événements qui résulte de notre stratégie de récolte de données ne se rapporte principalement qu'à des types d'événements de peu d'intérêt pour notre projet (pétitions et initiatives à un niveau subnational).

L'inventaire est actuellement analysé dans quatre perspectives principales :

– Quelles sont les relations entre différentes dimensions descriptives des événements, et comment ces relations évoluent-elles avec le temps ?

– Est-il possible d'établir des liens "causals" entre ces changements et leurs déterminants potentiels dans la structure sociale de la société suisse ?

[13] Nous avons trouvé peu d'études semblables à la nôtre. Tilly et al. (1975) n'utilisent qu'une seule source, conscients qu'ils sont des biais qu'elle comporte. Considérant la portée plus grande de notre étude, il était impossible de ne nous appuyer que sur une seule source. Gamson (1975) qui étudia les groupes, plutôt que les événements, a pu recourir à un volume impressionnant de littérature secondaire, ce que nous n'avons pas pu faire, étant donné qu'une telle littérature n'existe pas dans notre domaine.

– Existe-t-il des modèles observables de substitution entre différentes formes d'activité, et sont-elles à leur tour des alternatives à d'autres formes non politiques de comportement ?

– Quelle est l'influence de traits structurels du système "intercontextuel" sur les différences constatées entre cantons et peut-être aussi entre communes concernant l'activité politique ?

Comme nous nous intéressons tout spécialement à l'analyse macro-sociologique de l'activité politique, nous aimerions clore cet exposé par quelques remarques sur notre cadre théorique. Ces remarques ne seront pas seulement imprécises, mais très abstraites. De la manière la plus succinte, il peut être décrit comme suit : Nous considérons que les conflits sociaux et politiques sont la principale source de l'activité politique, et que ces conflits sont provoqués par des tensions inhérentes à la structure sociale de la société. Si de telles tensions existent ("tensions structurelles"), les conflits qui en découlent ("tensions anomiques") peuvent être manifestes ou latents, cette latence étant principalement due à la légitimité de la structure sociale ou à la répression. Le choix par les acteurs des moyens d'articulation politique dépend dans une large mesure de la perméabilité du système politique et de l'efficacité perçue de différents canaux d'expression. La structure sociale se conçoit comme un ensemble compliqué de dimensions se différenciant tant au niveau de la stratification des individus qu'à celui de la "stratification contextuelle". Cette approche multi-dimensionnelle est semblable au modèle proposé par Blau (1977). Cependant, elle est plus explicite quant aux propositions concernant des relations entre ces dimensions et l'action individuelle et/ou collective, et aussi concernant les propriétés et les changements du système général, y compris l'idée de contextes ou sous-sociétés territoriales, elles-mêmes stratifiées. Le modèle théorique de base fut développé par Heintz (1972) et a été appliqué à différents niveaux d'organisation sociale et à diverses régions problématiques. Son application à la stratification sociale a été explicitée par Bornschier & Heintz (1977).

Notre modèle contient deux hypothèses qui ne sont pas toujours considérées comme allant de soi. Premièrement, le comportement politique est considéré comme étant foncièrement rationnel, par le fait qu'il peut être expliqué par des problèmes sociaux, des relations de pouvoir et des caractéristiques institutionnelles[14]. Ainsi, le manque potentiel de réponses du système politique devient-il, entre autres facteurs, un élément important pour l'analyse des processus de substitution, c.à.d. le choix entre plusieurs canaux d'articulation. Deuxièmement, le conflit manifeste n'est pas

[14] La conception du comportement politique non conventionnel en termes de comportement rationnel, explicable par la présence de conflits déterminés structurellement, n'a pas toujours été admise dans la théorie socio-politique. Oberschall (1973 : 21) et Marx et Wood (1975 : 387) soulignent que dans la tradition fonctionnaliste tout particulièrement l'activité politique non conventionnelle a souvent été associée à l'irrationalité, voire au crime. Ceci est peut-être dû au fait que la théorie fonctionnaliste tend à postuler que le système politique pourvoit suffisamment à la régulation des conflits sociaux, l'activité politique extra-institutionnelle devenant de ce fait "irrationnelle", puisqu'elle n'est (par définition) pas nécessaire.

identique au potentiel de conflits (ou tensions structurelles), la latence de conflits devenant ainsi une notion importante. Nous sommes ici spécialement intéressés par l'aspect de légitimité, terme que nous prenons dans un sens plutôt large, bien qu'il doive beaucoup à la tradition Weberienne d'analyse de pouvoir[15]. Comme nous étudions le changement dans l'activité politique, nous sommes aussi intéressés au changement structurel qui peut aider à expliquer les développements que nous trouvons dans notre inventaire. Nous espérons pouvoir opérationnaliser, du moins grossièrement, quelques-uns des facteurs que nous avons dégagés en appliquant notre modèle structurel au changement qu'a subi la Suisse durant les 35 dernières années.

BIBLIOGRAPHIE

ALFORD, R.A. & FRIEDLAND, R. (1975), Political Participation and Public Policy, *Annual Rev. Sociol.*, **1** (1975) 429-79.

BLAU, P.M. (1977), "Inequality and Homogeneity. A Primitive Theory of Social Structure" (Free Press, New York).

BLANCPAIN, R. & HÄUSELMANN, E. (1974), "Zur Unrast der Jugend" (Huber, Frauenfeld).

BORNSCHIER, V. & HEINTZ, P. (1977), Statusinkonsistenz und Schichtung : Eine Erweiterung der Statusinkonsistenztheorie, *Z. Soziol.*, **6** (1977) 1.

Centre de recherche de politique suisse à l'Université de Berne (1965 ...) : "Année politique suisse".

CHRISTENSEN, S. & DAUGAARD JENSEN, P.E. (1980), Participation – A Critical Perspective, *ECPR Workshop Florence*, March 25-30 (1980).

DELLEY, J.D. (1978), "L'initiative populaire en Suisse" (L'Age d'Homme, Lausanne).

DYE, T.R. (1969), Income Inequality and American state politics, *Am. Polit. Sci. Rev.*, **63** (1969) 157-62.

EDELMAN, M. (1972), "Politics as Symbolic Action. Mass Arousal and Quiescence" (Markham, Chicago).

EISINGER, P.K. (1974), Racial Differences in Protest Participation, *Am. Polit. Sci. Rev.*, **68** (1974) 592-606.

EJPD (1979), "Massnahmen zur Erhöhung der Stimm- und Wahlbeteiligung in der Schweiz" (Bern).

ETZIONI, A. (1970), "Demonstration Democracy" (Gordon and Breach, New York).

[15] La légitimité peut se manifester par les mécanismes classiques décrits par Weber, mais aussi par des caractéristiques structurelles ou par pure ignorance ou incompétence cognitive. Glassman (1979 : 55) considère cette dernière possibilité comme étant "irrationnelle". La discrimination collective peut aussi contribuer à la légitimité d'une structure sociale par l'introduction de boucs émissaires. Alors que certaines questions, particulièrement celles qui sont soulevées par la gauche politique, comportent souvent une critique de l'ordre établi, d'autres, telles que le mouvement xénophobe en Suisse, tendent à légitimer ce dernier, en trouvant des boucs émissaires, tenus pour responsables de toutes sortes de problèmes sociaux. Windisch (1978) a montré combien de questions politiques importantes qui continuent à faire problème (principalement dans le domaine de la qualité de la vie et de l'écologie) ont tout d'abord été imputées aux étrangers et ont été utilisées aux fins des mouvements xénophobes. Maintenant que la présence des ouvriers étrangers a diminué, ces problèmes ont tendance à être à nouveau interprétés comme étant liés au système socio-économique actuel. Cependant, d'après la réaction publique aux "émeutes de Zürich" en été 1980, on peut imaginer que les "jeunes dissidents" pourraient être choisis comme nouveau bouc émissaire.

Expertenkommission zur Hebung der Stimmbeteiligung (1972), "Die Baselbieter Stimmbürgeruntersuchung – Partizipation und Abstinenz".
FREY, P. (1979), Demonstrieren – wofür ? , *Tages-Anzeiger*, 31.12.1979.
FRISCHKNECHT, J. et al. (1979), "Die unheimlichen Patrioten" (Limmat-Verlag, Zürich).
GAMSON, W.A. (1975), "The Strategy of Social Protest" (Dorsey, Homewood, Ill.).
GEISSLER, R. (1974), Einige Auswirkungen sozialen Wandels auf die politische Teilnahme : Anmerkungen zur Partizipationskrise in der Schweiz, *Beiträge zur soziologischen Analyse der Schweiz* (Schweizerische Gesellschaft für Soziologie, Genf).
GIGER, A. (1976), "Der politische Bürger" (Juris Druck, Zürich).
GIROD, R. (1971), "L'électeur Genevois" (Centre de Sociologie, Université de Genève).
GIROD, R. & RICQ, C. (1970), Microsystèmes sociaux et abstentionnisme électoral à Genève, *Annuaire Suisse de Science Politique*, (1970) 71-90.
GLASSMAN, R.M. (1979), Rational and irrational legitimacy, *Conflict and Control*, (Vidich, J. & Glassman, R.M., Eds.) (Sage, Beverly Hills London).
HEINTZ, P. (1973), "The Future of Development" (Huber, Bern).
HEINTZ, P. (1972), Structural and anomic tensions, *A Macro-sociological Theory of Societal Systems*, (Heintz, P., Ed.) (Huber, Bern) **I** (1972) 140-58.
HOFFMANN-NOWOTNY, H.J. (1973), "Soziologie des Fremdarbeiterproblems" (Enke, Stuttgart).
HUBER, H. (1976a), Die Ursachen der Initiativenflut, *Neue Zürcher Zeitung*, 20.1.1976.
HUBER, K. (1976b), Indifferenz und Resignation in der direkten Demokratie, *Documenta* **2** (1976).
INGLEHART, R. (1971), The Silent Revolution in Europe : Intergenerational Change in Post-industrial Societies, *Am. Polit. Sci. Rev.*, **65** (1971) 991-1017.
KELLERHALS, J. (1974), "Les Associations dans l'enjeu démocratique" (Payot, Lausanne).
KERR, H.H. (1974), "Switzerland : Social cleavages and Partisan Conflict" (Sage, London).
KRIESI, H.P. (1980), "Entscheidungsstrukturen und Entscheidungsprozesse in der Schweizer Politik" (Campus, Frankfurt/M).
LARDI, P. (1970), "Empirische Untersuchungen zur personellen Einkommensverteilung der Schweiz" (Basel).
LATZEL, G. (1979), "Prioritäten der Schweizerischen Forschungspolitik im internationalen Vergleich – Die nationalen Forschungsprogramme" (Haupt, Bern).
MARX, G.T. & WOOD, J.L. (1975), Strands of Theory and Research in Collective Behavior, *Annual Rev. Sociol.*, **1** (1975) 363-428.
MEIER-DALLACH, H.P.; NEF, R. & RITSCHARD, R. (1979), Präliminarien zur soziologischen Untersuchung regionaler Identitäten, *Bull. soziol. Inst. Univ. Zürich*, **36** (1979) 86-144.
MILBRATH, L.W. (1965), "Political Participation" (Rand McNally, Chicago).
NEF, R. (1979), Bundesabstimmungen 1950-1977, *Bull. Soziol. Inst. Univ. Zürich,* 37 (1979).
NEIDHART, L. & HOBY, J.P. (1977), "Ursachen der gegenwärtigen Stimmabstinenz" (Zürich).
OBERSCHALL, A. (1973), "Social Conflict and Social Movements" (Prentice Hall, Englewood Cliffs).
PITCHER, B.L.; HAMBLIN, R.L. & MILLER, J.L. (1978), The Diffusion of Collective Violence, *Am. Sociol. Rev.*, **43** (1978) 23-35.
SCHMID, M. (1976), "Demokratie von Fall zu Fall" (Verlagsgenossenschaft, Zürich).
SCHWEITZER, D.R. (1974), "Status Frustration and Conservatism in Comparative Perspective : The Swiss Case" (Sage, London).
SIDJANSKI, D. et al. (1975), "Les Suisses et la Politique" (Herbert Lang, Bern).
SIGG, U. (1978), "Die eidgenössischen Volksinitiativen 1892-1939" (Francke, Bern).
SØRENSEN, R. (1978), Urban Civic Protest Groups in West Germany and Switzerland, *Paper presented at the 1978 IXth World Congress of Sociology in Uppsala* (1978).
STEINER, J. (1970), "Politik und kulturelle Vielfalt" (Haupt, Bern).
TILLY, Ch., TILLY, L. & TILLY, R. (1975), "The Rebellious Century 1830-1930" (Harvard University Press, Cambridge, Mass.).
TONDEUR, E. (1975), Wer spricht da von der "eingeschlafenen Demokratie" ? , *Tages-Anzeiger,* 3.5.75.
USEEM, B. & USEEM, M. (1979), Government Legitimacy and Political Stability, *Social Forces*, **57** (1979) 840-852.

VERBA, S. & NIE, N.H. (1972), "Participation in America : Political Democracy and Social Equality" (Harper and Row, New York).
VOX "Analyses de votations fédérales" (1977 ff.) (Bern).
WERDER, H. (1978), "Die Bedeutung der Volksinitiative in der Nachkriegszeit" (Francke, Bern).
WINDISCH, U. (1978), "Xenophobie ? Logique de la pensée populaire" (L'Age d'Homme, Lausanne).
WITTMANN, W. (1979), "Wohin treibt die Schweiz ? " (Scherz, Bern/München).